

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
13 octobre 2017
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 13 octobre 2017, adressée au Secrétaire
général et au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent de la République islamique
d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration de la République islamique d'Iran datée du 13 octobre 2017 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Gholamali **Khoshroo**



**Annexe à la lettre datée du 13 octobre 2017 adressée
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent de la République islamique
d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Déclaration de la République islamique d'Iran

Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux

Depuis la victoire de la révolution islamique en 1979, la politique étrangère iranienne a été élaborée et mise en œuvre sur la base des principes du droit international et des conventions et règles internationales; le respect de l'égalité souveraine de tous les États et de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays ont constitué la pierre angulaire de ses relations avec d'autres pays. Après des décennies de dictature, de dépendance à l'égard de puissances étrangères – en particulier des États-Unis – et d'ingérence constante de ces puissances dans les affaires intérieures de l'Iran, le peuple iranien, avec son gouvernement démocratique nouvellement constitué, avait espéré pouvoir enfin nouer avec ses voisins des liens fondés sur l'égalité et la fraternité, à l'abri des rivalités politiques, économiques et militaires; former une nation pacifique qui cherche à remplacer l'hostilité et l'effusion de sang par l'amitié et la coopération. En revanche, les États-Unis et leurs alliés dans la région du golfe Persique ont toujours refusé d'accepter les réalités de l'Iran et de la région, et ont vainement tenté de contrecarrer la quête de démocratie et d'autodétermination du peuple iranien.

Dès les premiers jours de la révolution islamique, les États-Unis ont adopté une approche hostile, interventionniste et déstabilisatrice envers le Gouvernement iranien nouvellement institué dans le but de le renverser. Le sinistre bilan à l'actif des États-Unis – orchestration de plusieurs tentatives de coup d'État, hébergement de terroristes, soutien déclaré à Saddam Hussein lors de la guerre imposée à l'Iran – même son usage d'armes chimiques contre les Iraniens, aide fournie dans le cadre de manœuvres sécessionnistes, avion civil iranien abattu, et centaines d'autres complots contre la République islamique d'Iran et son peuple – est indéniable. Même avant la révolution islamique, les États-Unis ont commandité un coup d'État contre le Gouvernement démocratiquement élu d'Iran en 1953, démontrant ainsi son hostilité historique constante à la démocratie et son soutien aux dictateurs.

Les groupes terroristes – qui ont trouvé refuge et comploté contre le peuple iranien en provenance des États-Unis au cours des 38 dernières années – ont assassiné 17 000 iraniens dans les premières années qui ont suivi la révolution islamique. La République islamique d'Iran, tout en parvenant à établir les plus hautes normes de stabilité et de sécurité dans le pays, a offert ses services consultatifs aux populations et aux forces de sécurité d'Iraq et de Syrie, jouant ainsi un rôle indispensable dans la lutte contre le terrorisme, empêchant les takfiristes de s'emparer de Damas, Bagdad et Erbil au titre de la campagne qu'ils mènent et aidant à extirper ces groupes d'Iraq et de Syrie. Le rôle constructif de nos forces armées dans le combat contre les groupes terroristes – que l'actuel Président des États-Unis lui-même a cité pendant sa campagne comme ayant été créés par les États-Unis – a été déterminant dans l'élimination de ce fléau. Il est regrettable de constater qu'au lieu d'abandonner le terrorisme comme outil et de se joindre aux véritables efforts que déploie l'Iran pour lutter contre ce phénomène, les États-Unis continuent de qualifier à tort ces efforts constructifs de déstabilisateurs. Le rôle du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) à l'avant-garde de la lutte contre le terrorisme dans la région est irréfutable. Le Corps, une aile des forces armées iraniennes, jouit d'un palmarès élogieux pour ce qui est de contenir le

terrorisme takfiriste, de rétablir la tranquillité progressive des peuples de la région et de sauvegarder la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de l'Iraq et de la Syrie. Les gardiens de la révolution sont considérés comme des héros nationaux pour le rôle qu'ils ont joué dans la défense du territoire iranien contre l'armée de Saddam Hussein. Toute action de l'administration ou du Congrès américains contre le CGRI constituera une erreur stratégique et provoquera l'indignation du peuple iranien et une réaction réciproque ferme et unifiée. Le Président des États-Unis devra assumer l'entière responsabilité de toutes les conséquences de son comportement voyou.

Les États-Unis ont défini leurs intérêts en suscitant et en aggravant des différends régionaux et en exacerbant conflit et insécurité pour alimenter la course aux armements et créer de plus vastes marchés pour ses armes. À l'inverse, l'Iran a déterminé les siens en termes de bon voisinage, de paix et de stabilité dans la région extrêmement sensible du golfe Persique. C'est en net contraste avec la position affichée publiquement par l'actuel Président des États-Unis, qui a estimé, dans sa campagne que la guerre entre l'Iran et l'Iraq servait les intérêts américains, et plus récemment subordonné ouvertement sa visite dans la région à la vente de centaines de milliards de « belles armes » – outils de destruction qui sont actuellement utilisés contre des enfants et des personnes âgées sans défense au Yémen.

Les crises dans notre région, notamment en Afghanistan, en Iraq, en Syrie, au Yémen et au Bahreïn, sont ancrées dans l'occupation, les interventions militaires illégales et les desseins hégémoniques des États-Unis dans la région. Par contre, la République islamique d'Iran est fermement convaincue que ses intérêts nationaux en matière de sécurité ne peuvent être assurés que par le dialogue, le raffermissement de la confiance et la coopération multilatérale au sein de la région, et nous sommes déterminés à contribuer activement à la promotion d'une coopération régionale efficace pour la paix et la sécurité. Les propositions iraniennes en faveur de règlements politiques destinés à arrêter les guerres horribles qui se déroulent au Yémen et en Syrie ont été saluées par la communauté internationale, et l'Iran a joué un rôle constructif dans chaque initiative internationale visant à mettre fin aux conflits régionaux. L'Iran a également coopéré de manière efficace avec la Russie et la Turquie pour désamorcer la violence en Syrie, et se tient prêt à contribuer activement aux efforts conjoints du Secrétaire général de l'ONU et d'autres pays responsables, y compris d'autres membres permanents du Conseil de sécurité et de l'Union européenne, pour mettre un terme aux conflits et à la violence.

La politique hostile des États-Unis et de ses alliés régionaux, en particulier le régime sioniste, ainsi que le transfert de centaines de milliards de dollars d'armes dans la région qui l'ont transformée en une poudrière exigent de la République islamique d'Iran qu'elle ne relâche pas sa vigilance concernant les besoins de défense du pays. Pendant la guerre que nous a imposée le régime de Saddam Hussein, non seulement les États-Unis et leurs alliés régionaux ont fourni une assistance militaire, en matière de renseignements, logistique, économique et politique à Saddam et offert leur soutien et gardé leur silence pendant sa campagne d'attaques aux armes chimiques, ils ont également fait tout ce qui était en leur pouvoir pour empêcher l'acquisition par l'Iran des capacités de défense les plus élémentaires. Forts de cette expérience, nous avons appris que, pour protéger notre peuple, sauvegarder notre indépendance et notre sécurité et défendre l'honneur de notre nation, nous devons compter sur les capacités locales et ne pas hésiter à nous doter des moyens nécessaires pour répondre aux besoins de légitime défense du pays. C'est dans ce cadre que le programme de missiles de l'Iran revêt un caractère purement défensif et dissuasif. Nos missiles sont strictement conçus pour transporter des ogives classiques et leur portée et précision sont proportionnelles à

notre climat de sécurité et à notre perception des menaces. Cela se poursuivra sans relâche conformément à notre programme de défense nationale et n'est pas, et ne sera jamais, sujet à négociations. Lorsque des alliés des États-Unis dans la région, dont la population totale est bien inférieure à celle de l'Iran, dépense chacun des sommes exponentiellement supérieures sur le plan militaire que l'Iran, pourquoi l'Iran – qui n'a attaqué personne en près de 300 ans, mais a été victime de l'agression appuyée par les États-Unis et ses partenaires régionaux – ne devrait-il pas acquérir les outils de dissuasion nécessaires face à des menaces constantes de la part d'agresseurs?

Les politiques antagonistes des États-Unis contre l'Iran se sont également étendues à la sphère des sciences et technologies de pointe au cours des dernières décennies. Les États-Unis ont imposé des restrictions qui empêchent les échanges scientifiques et technologiques, tout en imposant également des sanctions dans ces domaines. Ces actions ne servent à rien d'autre qu'à tenter d'entraver notre développement technologique et de prolonger notre dépendance à l'égard de puissances qui bénéficient d'une certaine avance technologique. Les efforts de nos jeunes chercheurs visant à acquérir les connaissances requises pour le développement d'un programme nucléaire à des fins pacifiques se sont heurtés dès le départ à la propagande, aux sanctions, aux cyberattaques et même à l'assassinat de nos scientifiques. L'Iran a déclaré à maintes reprises qu'elle souhaite utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, et que nous considérons que les armes de destruction massive – y compris nucléaires – perturbent la paix et la sécurité, et qu'en tant que telles, elles n'auront jamais de place dans notre doctrine militaire. Le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique et la conclusion de 2015, rejetant les accusations de dimensions militaires possibles, ont reconnu le caractère pacifique des activités nucléaires de l'Iran.

L'Iran a démontré sa bonne volonté en engageant et en concluant des négociations nucléaires avec le P5+1 pour résoudre une crise montée de toutes pièces, et nous avons prouvé notre volonté d'honorer en toute bonne foi nos engagements conformément au Plan d'action global commun. En revanche, le respect par les États-Unis de leurs engagements a été marqué, dès le départ, par une certaine tiédeur et par un certain manque de dynamisme, et dans plusieurs cas – surtout pendant l'administration actuelle – par une violation à la fois de l'esprit et de la lettre du Plan d'action. La République islamique d'Iran a officiellement consigné auprès de la Commission conjointe ces violations, y compris la non-levée des sanctions et les politiques qui entravent l'instauration d'un climat nécessaire à la normalisation des relations commerciales et économiques avec l'Iran. L'affirmation du Président des États-Unis concernant le non-respect par l'Iran de ses engagements est dépourvue de pertinence internationale tout comme de crédibilité, étant donné que l'AIEA, seule autorité habilitée à mener des activités de surveillance et de vérification, a confirmé à plusieurs reprises que l'Iran s'en acquittait pleinement au titre du Plan d'action. Cela prouve une fois de plus que les États-Unis ne sont pas un partenaire fiable en matière de négociation.

Le Plan d'action global commun est un instrument international valable et un résultat remarquable de la diplomatie contemporaine. Il ne peut pas être renégocié ou modifié. L'accord nucléaire n'est pas un accord bilatéral qui peut être annulé par une action unilatérale, mais un accord entériné par la communauté internationale et incorporé dans le cadre de la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité. D'autres participants, ainsi que le reste de la communauté internationale, ne devraient pas permettre au Président des États-Unis de continuer à railler et à saper l'Accord. La République islamique d'Iran ne sera pas la première à se retirer de l'accord, mais si ses droits et ses intérêts dans l'Accord ne sont pas respectés, elle

arrêtera de s'acquitter de tous ses engagements et reprendra son programme nucléaire à des fins pacifiques sans aucune restriction.

Aujourd'hui, les États-Unis sont plus isolés que jamais dans le monde et la véracité des politiques et positions de l'Iran est devenue manifeste aux yeux de la communauté internationale. Le monde a vu ces dernières semaines que la plupart des pays avaient exprimé tous d'une seule voix leur appui au Plan d'action global commun et de la République islamique et rejeté les politiques des États-Unis. La communauté internationale considère l'Iran comme un acteur responsable qui s'emploie à promouvoir la paix et n'accordera aucun crédit aux acteurs voyous qui s'isolent davantage chaque jour en se retirant d'un accord international ou d'un autre, d'une organisation internationale ou d'une autre.

La différence entre les politiques de l'Iran et celles des États-Unis sur de nombreuses questions internationales et régionales est claire et incontestable. En raison de leurs mauvais calculs, diverses administrations des États-Unis ont accentué ces différences en hostilité ouverte envers le peuple iranien. En dépit de toutes ces animosités, qui revêtent principalement la forme de menaces illégales et de sanctions, le peuple iranien a persisté tenacement dans sa quête de justice et d'indépendance. L'Iran a atteint le summum de l'influence et de la force en comptant sur son propre peuple et ses capacités autochtones, en bénéficiant des conseils prudents et sages de l'Ayatollah Khamenei, qui a incarné la dignité et l'intégrité du peuple iranien, en suivant les traces de feu l'Imam Khomeiny. Les nouveaux dirigeants des États-Unis ne doivent pas oublier les enseignements difficiles des quatre dernières décennies; ils ne doivent pas oublier que les administrations précédentes –, en tenant des propos fallacieux analogues qui les ont mises en rivalité ouverte avec le peuple iranien – ont été forcées de revenir sur ces déclarations imprudentes.
